

dien ni aucun autre qui s'intéresse en particulier à la vente du blé canadien. Évidemment, ces maisons internationales ne s'intéressent pas plus à la vente du blé canadien qu'à la vente du blé de la France, de l'Argentine, ou de n'importe quel autre pays. Il n'en a pas toujours été ainsi. Autrefois, nous avions au Canada des exportateurs de céréales. Le ministre peut-il nous expliquer pourquoi ils ont disparu?

Le très hon. M. Howe: Je pourrais peut-être répondre à cette question dès maintenant. Il y a encore des exportateurs. La *James Richardson and Sons* a conclu plusieurs transactions d'exportation. Et il y a aussi d'autres établissements. C'est la *Northern Sales* qui s'occupe de la transaction avec la Pologne; elle s'est aussi occupée d'exportations de blé canadien. Les sociétés *Dreyfuss-Bumge* et *Continental* sont, évidemment, de grandes institutions internationales qui existent depuis que je m'occupe de blé, c'est-à-dire depuis de longues années. Ce sont des commerçants compétents, solidement établis dans tous les pays du monde.

M. Trainor: Elles ne s'intéressent pas à la vente du blé canadien.

Le très hon. M. Howe: Aucun exportateur ne s'intéresse à un blé en particulier; ce qui l'intéresse c'est la vente. Il vend ce que le client veut acheter. La vente se fait par d'autres organismes. La Commission du blé a des organismes, et le gouvernement canadien des commissaires du commerce, partout dans le monde.

Les marchands prennent le blé en entrepôt à Fort-William le transportent ensuite à Montréal où il est chargé à bord de navires; ils nolisent les bateaux et garantissent la livraison aux clients. S'ils entendent parler d'un client possible, ils cherchent à effectuer avec lui une transaction et à lui vendre le blé qu'ils ont en main.

M. Trainor: N'est-il pas vrai que ces arrangements se font d'ordinaire par l'entremise d'établissements internationaux de vente de céréales, comme les sociétés *Dreyfuss-Bumge* et *Continental*?

Le très hon. M. Howe: Pas nécessairement. Ces institutions vendent probablement la moitié de la quantité totale de blé mais je doute que la proportion dépasse ce chiffre. Il y a des établissements américains qui font la même chose.

M. Trainor: Un autre point. En lisant certaines données statistiques dans la lettre commerciale de la Banque canadienne du Commerce de juin 1955, j'ai remarqué que, au cours de la période de trois mois allant de

janvier à mars 1955 inclusivement, le Canada a exporté pour 177.9 millions de dollars de produits agricoles et de légumes. Au cours de la même période, le Canada a importé pour 118.7 millions de dollars de ces mêmes produits. Le ministre peut-il nous dire pourquoi il est nécessaire que le Canada, pays agricole, importe pour environ 118 millions de dollars de produits agricoles en trois mois?

Le très hon. M. Howe: Je suppose que c'est parce qu'il y a une demande pour ces produits. Les gens prennent de plus en plus l'habitude de manger des fraises en février et des légumes frais chaque mois de l'année. Le député a parlé de l'importation de produits agricoles au Canada au cours des mois de janvier, de février et de mars; nous savons que ces légumes se récoltent au Canada durant les mois de juillet, août et septembre. Si, au cours de cette dernière période, nos importations étaient élevées, je m'en inquièterais. Il me demande pourquoi cela est nécessaire. Ce n'est pas nécessaire. Nous pourrions empêcher le population de manger des oranges et des pamplemousses l'hiver et dire aux gens qu'ils ne pourront pas se procurer de légumes à moins qu'ils les prennent dans leurs propres congélateurs. Mais nous habitons un pays libre et les gens font ce qu'ils veulent.

M. Trainor: Le ministre veut-il donner à entendre que les produits dont il parle sont importés au rythme de 118 millions de dollars?

Le très hon. M. Howe: Certainement.

M. le président suppléant: Le crédit est-il adopté?

M. Bell: Non. Veuillez déclarer qu'il est six heures.

(La séance, suspendue à six heures, est reprise à huit heures.)

Reprise de la séance

M. Bell: Monsieur le président, mon point de vue sur les crédits du ministère du Commerce est à peu près ce qu'il était l'an dernier. Je m'élevais alors contre la situation périlleuse dans laquelle se trouvait notre commerce en rappelant que ce danger venait de ce que tous nos œufs se trouvaient dans un même panier, en ce sens que nous commercions trop exclusivement avec les États-Unis et que nous n'avions pu réaliser beaucoup de progrès en ce qui concerne notre commerce avec le Royaume-Uni. L'honorable député d'Eglinton et d'autres l'ont rappelé ce matin très clairement, ce qui me dispense de for-